

La convergence des marchés criminels

Dans le cadre d'un projet destiné à renforcer les solutions d'État de droit dans la lutte contre la criminalité organisée, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et Management Systems International (MSI) présentent une série de tables rondes. La quatrième table ronde, organisée en partenariat avec la Global Initiative Against Transnational Organized Crime, l'Université du Cap, et l'Institute for Security Studies – a examiné les convergences du marché criminel et leur pertinence pour la programmation de la riposte. La table ronde s'est tenue au Cap en novembre 2019, rassemblant environ 65 participants de l'USAID, du Groupe Inter-agences du gouvernement des États-Unis, du gouvernement d'Afrique du Sud, ainsi que des organisations des forces de l'ordre sud-africaines et internationales, des institutions de recherche, des organismes non-gouvernementaux et des donateurs. Ce livre blanc rassemble les principaux points de la discussion.

Introduction

Dans de nombreuses parties du monde, des marchés criminels se superposent dans les mêmes espaces, sapant la bonne gouvernance, la paix de la région et la sécurité. À divers degrés, les marchés criminels s'imbriquent ou se renforcent les uns les autres – par exemple, le trafic des êtres humains qui renforce le commerce illicite des minéraux, les drogues échangées contre des produits issus des espèces sauvages, ou les armes illicites qui favorisent le contrôle des bandes sur le secteur de la drogue. Les systèmes permettant de transporter les denrées et de blanchir les bénéficiaires délictueux sont aussi courants sur de nombreux marchés criminels.

Souvent, les réponses au crime organisé n'examinent pas ces liens. De nombreux fonctionnaires des forces de l'ordre, activistes de la société civile ou chercheurs se focalisent sur un seul marché criminel, sans porter un regard plus large sur les jonctions des marchés. Et cependant dans certains cas, un regard sur ces convergences peut permettre d'améliorer les réponses à la criminalité organisée, en clarifiant la portée des mécanismes corrompus qui sévissent en transversalité sur les marchés, les lieux et sur des segments du gouvernement – en identifiant les points-clés et les points de vulnérabilité des réseaux poly-criminels, en agissant avec la détermination et les outils habituellement utilisés sur un marché défini pour affronter les autres marchés, et en galvanisant la volonté politique de l'ensemble des intervenants.

Types de convergence des marchés criminels



Les marchés criminels peuvent converger à des degrés divers. La forme de convergence la plus complète se produit lorsqu'un groupe criminel organisé exploite de multiples secteurs d'activités

FIGURE 1
Poly-criminalité

illicites (figure 1). Des groupes criminels peuvent se livrer à plus d'une activité criminelle dans le but d'augmenter leurs profits, de diversifier les risques, de réduire les coûts opérationnels, de répondre aux variations de l'approvisionnement, de la demande ou des forces de l'ordre, ou d'augmenter leurs bénéfices. Par exemple, alors qu'au Mexique le trafic de drogue attire la plus grande partie de l'attention, les cartels se sont diversifiés dans le trafic des êtres humains afin de profiter de la faiblesse des forces de l'ordre sur ce marché (Deville 2013, 70).

Pour développer d'autres lignes d'activité, les groupes criminels peuvent profiter de leur argent, de leurs armes, de leurs contacts, des voies d'acheminement existantes et de leurs relations corrompues avec les responsables publics. Le gang brésilien Primeiro Comando da Capital (Premier commandement de la capitale) par exemple, se livre prioritairement au trafic de cocaïne, mais utilise ses voies d'acheminement établies et ses relations pour se diversifier dans l'extraction minière illégale et le trafic d'armes, afin de se diversifier et d'augmenter ses revenus (Farah et Babineau 2019). Ce type d'expansion peut être opportuniste et sporadique, ou plus durable.

La poly-criminalité n'est pas inhabituelle. Europol estime de 45 % des groupes criminels organisés qui opèrent en Europe sont impliqués dans plus d'une seule activité criminelle (Europol 2017, 15). Le même rapport estime que 65 % des groupes criminels organisés impliqués dans le trafic de drogue sont simultanément impliqués dans d'autres activités criminelles telles que le commerce de marchandises de contrefaçon, le trafic des êtres humains ou le passage de migrants (Europol 2017, 34). D'autres recherches indiquent que les groupes criminels organisés qui font du trafic d'êtres humains sont aussi engagés dans le trafic de drogue, la pêche illégale, les crimes environnementaux, le trafic d'armes, la piraterie maritime ou la contrebande de tabac (OCDE 2016, 32). Une convergence particulièrement fréquente se produit entre le trafic des êtres humains et celui de la drogue, parce que la dépendance aux stupéfiants crée des victimes qui sont plus faciles à recruter et à retenir (OCDE 2016, 32), et du fait que les drogues sont facilement cachées dans les corps ou les bagages des personnes.

Par contraste avec la poly-criminalité, la *convergence transactionnelle* est mise en œuvre lorsque des groupes criminels organisés achètent des biens et des services les uns aux autres (figure 2). Cette convergence se produit le plus fréquemment lorsque les groupes opèrent sur des marchés criminels différents, et ne sont pas en compétition directe entre eux.



FIGURE 2
Convergence transactionnelle

Les groupes criminels qui exploitent divers marchés, par exemple, peuvent collaborer avec des trafiquants qui leur vendent des armes. De la même façon, les groupes criminels organisés peuvent utiliser les victimes de trafic des êtres humains pour développer leurs activités — par exemple, le travail des enfants pour une exploitation minière illicite ou pour renforcer leur gang. Les groupes criminels peuvent également être spécialisés dans des services internes, tels que la contrefaçon de documents, les systèmes de communication cryptés, le blanchissement d'argent, les extorsions ou les tueurs à gages — qu'ils peuvent monnayer auprès des autres groupes criminels.

Un autre type de convergence se produit lorsque des groupes criminels organisés achètent des services similaires à un fournisseur de services communs (figure 3). Les marchés criminels peuvent converger de

cette façon pour les services bancaires, la comptabilité, le conseil juridique, la contrefaçon, les sociétés de transport, les ports, les passages frontaliers, les aéroports ou la corruption (voir l'encadré sur les Panama Papers). Dans certains cas, des médiateurs regroupent ces services et aident les groupes criminels à passer certains chaînons des filières illicites. Au Libéria sous Charles Taylor, par exemple, une poignée de médiateurs aidaient à faire sortir du bois et des diamants du pays et à y faire rentrer des armes de façon illicite, en réglant les modalités logistiques et en fournissant les documents nécessaires, ce qui impliquait « des sociétés de façade qui assuraient le chargement du fret et sa livraison, des comptes bancaires offshore pour rendre l'argent indétectable, des itinéraires de vol falsifiés pour justifier leur durée, et des certificats d'exploitation aérienne qui démontraient que les avions sont en état de navigabilité » (Farah 2013, 79). Simultanément, ces médiateurs offraient des services similaires à d'autres réseaux criminels d'Afrique et d'ailleurs.



FIGURE 3
Fournisseurs de services communs

Géographie de la convergence

Dans les trois types de convergence, l'espace géographique joue souvent un rôle important pour relier les marchés criminels. Les groupes criminels organisés peuvent profiter des mêmes voies d'acheminement, et de leurs relations corrompues le long de ces routes pour faire transiter de multiples produits dans la même direction ou dans

une autre. Au Mozambique, par exemple, les groupes criminels ont caché des rubis et de l'ivoire dans des conteneurs de bois illégal (Haysom 2018). Au Mexique, les cartels ont utilisé les mêmes chauffeurs et les mêmes camions pour faire passer des drogues du Mexique aux États-Unis, puis rapporter des armes au Mexique lors du voyage retour (U.S. Government Accountability Office 2016). Les relations corrompues facilitent souvent la contrebande de produits illicites à l'intérieur d'un pays ou en passant les frontières. Les groupes criminels organisés disent « posséder la route » sur une voie de transit qui leur permet de faire voyager sans entraves des marchandises illégales, sous la protection de responsables corrompus. Certaines régions géographiques sont particulièrement propices aux opérations des marchés criminels. Ces endroits sont souvent situés dans des états qui sont affligés d'une faiblesse institutionnelle, permettant aux groupes criminels de corrompre les responsables gouvernementaux, mais qui ont cependant de bonnes infrastructures de transport et de services et des économies licites suffisamment importantes pour cacher les activités illicites (Europol 2017). En fait, une grande partie des centres principaux de l'économie illicite au niveau mondial sont aussi des centres principaux de l'économie licite — par exemple Bangkok et Dubai (Keefe 2013). En Afrique, la criminalité organisée est concentrée dans les plus grandes économies de la région : au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud, qui disposent aussi des plaques tournantes de transport les plus développées (ENACT 2019). D'autres pôles d'activités illicites se développent dans les zones où la souveraineté est contestée, comme la Transnitrie en République de Moldavie, dans les zones frontalières telles que la celle qui partage la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya ou la frontière entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay (Keefe 2013), ou des zones à gouvernement alternatif, telles que le Sahel ou la partie est de la

République démocratique du Congo. La concentration de la criminalité dans de tels endroits a un effet particulièrement corrosif sur les communautés, avec les résidents locaux souvent recrutés ou contraints à participer à des activités criminelles de bas niveau.

Fournisseur commun de services criminels : Les Panama Papers

Les Panama Papers sont constitués de 11,5 millions de dossiers qui ont fuité du cabinet d'avocats Mossack Fonseca en 2016. Ces dossiers contiennent des messages électroniques, des tableaux financiers, des passeports et des registres d'entreprises qui ont révélé les noms des propriétaires secrets de 214 488 entités offshore, liées à plus de 200 pays. Un lanceur d'alerte a transmis les documents au journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, qui a partagé les informations avec le Consortium international des journalistes d'investigation. Une équipe de plus de 370 journalistes de 76 pays, comprenant l'Organized Crime and Corruption Reporting Project financé par l'USAID, a fait un rapport sur ces documents.

Ce cabinet d'avocats était un des créateurs de sociétés-écran les plus prolifiques au monde, aidant ses clients à cacher leur richesse pour éviter les taxes et blanchir de l'argent. En plus des politiciens connus et des clients riches, des centaines de membres du crime organisé avaient utilisé le cabinet d'avocats pour faciliter leurs activités criminelles. Europol, l'agence des forces de l'ordre de l'Union européenne, a préparé un document destiné à un comité parlementaire européen, en comparant les noms des Panama Papers avec ceux de ses propres bases de données des criminels présumés, et a identifié 3469 correspondances possibles : 516 de ces correspondances étaient liées à des groupes criminels organisés d'Europe de l'Est, 260 à de la contrebande de cigarettes et 99 au trafic de drogue (Pegg 2016). Cette fuite a provoqué des manifestations, des démissions, des enquêtes et des réformes législatives dans le monde entier.

Du fait de l'influence de la géographie sur la convergence, il peut être instructif d'examiner les voies d'acheminement des denrées illicites. Ces voies sont généralement liées aux zones d'origine et de destination spécifiques, et de multiples marchandises illicites transitant sur des itinéraires similaires peuvent donner l'occasion de convergence, ainsi que de points de contact stratégiques pour traiter le crime organisé. Comme cela est décrit à la figure 4, les multiples denrées illicites transitant d'Asie orientale vers l'Europe peuvent offrir ces occasions de convergence, y compris le trafic des êtres humains, de la drogue et des contrefaçons. Un examen plus précis des flux sur une plus petite aire géographique peut donner des informations plus précises sur les potentiels points de convergence.

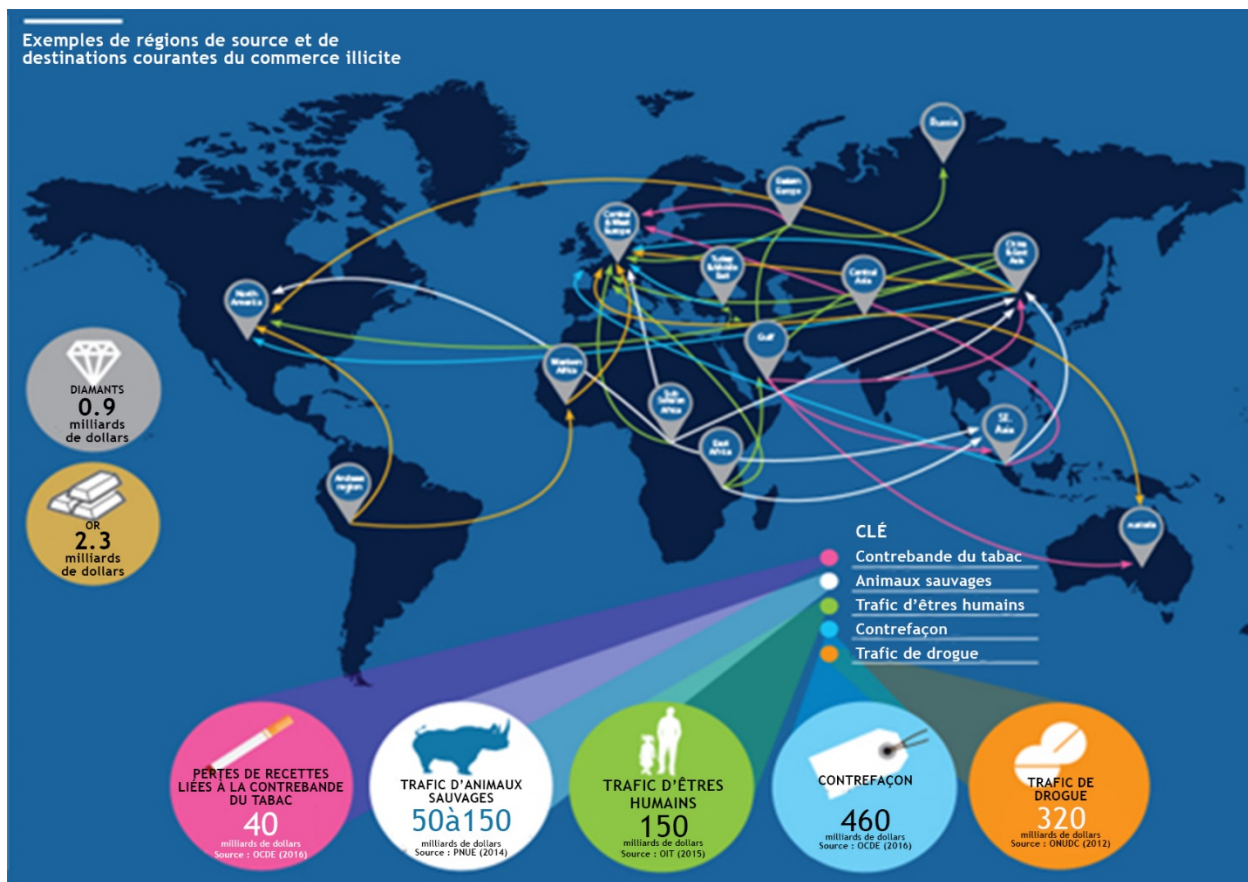


FIGURE 4
Exemples de régions de source et de destinations courantes du commerce illicite
<https://oecd.org/gov/risk/charting-illicit-trade-9789264251847-en.htm>

Convergence entre les marchés licite et illicite

Les marchés criminels peuvent aussi converger avec les marchés licites à des degrés divers. Les groupes criminels peuvent blanchir leurs bénéfices illicites par l'intermédiaire d'entreprises licites, ou cacher des marchandises illicites dans un chargement licite. Un groupe criminel peut posséder des entreprises licites, ou recruter des chefs d'entreprise ou des employés pour travailler avec eux. Les casinos, les hôtels, les projets de construction ou autres entreprises compatibles avec l'invention de bénéfices sont particulièrement attirants pour le blanchissement d'argent, alors que l'import/export de marchandises est particulièrement attrayant pour la contrebande. Au Mozambique, par exemple, le baron de la drogue Mohamed Bashir Suleiman – démasqué par les États-Unis – a semble-t-il utilisé son conglomérat Grupo MBS et le centre commercial de luxe Maputo pour blanchir de l'argent et dissimuler de la drogue dans des conteneurs (Haysom, Gastrow, et Shaw 2018).

De même, en Asie du sud, deux frères vietnamiens, Bach Mai Limh et Bach Van Limh, ont apparemment trafiqué des animaux sauvages et de la drogue, mais dirigent aussi des entreprises licites en tant que grossistes dans les produits pour l'agriculture et la foresterie, les matériaux de construction, le matériel électrique, les hôtels et les services alimentaires (Felbab-Brown 2017). Ce type de convergence peut avoir un effet négatif sur l'économie licite. Comme cela a été remarqué dans une récente publication d'ENACT, « l'argent blanchi par les entreprises fausse le marché pour les autres entreprises qui trouvent

difficile d'entrer en compétition avec des sociétés qui disposent de caisses noires et n'ont pas besoin de faire de bénéfices » (Haysom, Gastrow, and Shaw 2018).

De plus, lorsque la loi autorise le commerce réglementé d'un produit, les groupes criminels organisés peuvent exploiter des entreprises licites et illicites pour la même ligne de produits. Lorsque les règlements autorisent les ventes d'une marchandise dans certaines circonstances, telles que le commerce des animaux par des élevages en captivité, ou celui des minéraux, du bois ou des armes à feu sous autorisation ou certification, les groupes criminels peuvent tenter de blanchir leur argent sale par l'intermédiaire de la chaîne d'approvisionnement légale.

Les groupes criminels peuvent aussi utiliser un certain nombre d'entreprises licites qui contribuent involontairement à leurs activités. Ils peuvent faire transiter leurs marchandises par des entreprises de transport, déplacer leur argent dans des banques, ou embaucher des comptables et des avocats pour les aider à gérer leurs opérations. Un des participants de la table ronde a noté qu'en Afrique du Sud, les cabinets de vérification, les cabinets d'avocat et les banques de renommée mondiale ont ouvert la voie à la corruption et au blanchissement d'argent à grande échelle, mais que lorsque cela a été révélé, ces entreprises ont accusé des « éléments dévoyés » dans leurs rangs, et ont insisté pour que les enquêtes restent sur un élément de négligence de leur secteur, plutôt qu'une affaire criminelle qui serait de la compétence de l'état.

La convergence est souvent favorisée par les autorités gouvernementales qui profitent de ces arrangements. Par exemple, la convergence entre les entreprises licites et illicites du Mozambique est rendue possible par un état de droit faible, une situation qui perdure grâce à l'élite politique. D'après l'un des participants à la table ronde, « L'impunité est l'une des caractéristiques premières du Mozambique... La motivation de l'élite au pouvoir n'est pas de simplement laisser faire les choses, mais aussi d'en profiter ».

Réponses

Un regard sur ces convergences peut améliorer les politiques et la programmation de la riposte envers la criminalité organisée. Il peut contribuer à clarifier la portée des accords de corruption sur l'ensemble des marchés, des zones et des sections du gouvernement. Il est crucial de comprendre les contours de l'économie politique illicite pour pouvoir mettre un terme aux relations entre les acteurs criminels et leurs protecteurs, et pour renforcer les points de faiblesse du système de responsabilité. De plus, le partage d'informations entre les forces de l'ordre, les cellules de renseignements financiers, la société civile et le secteur privé afin d'identifier les acteurs et les comportements transversaux des marchés criminels peut contribuer à réduire le nombre de personnes qui passent à travers les mailles du filet, et exposer ceux qui exploitent des marchés multiples. En même temps, un regard plus exhaustif sur les acteurs criminels peut donner l'occasion à diverses autorités des forces de l'ordre et juridiques de travailler conjointement et de profiter de leurs ressources, de leurs expertises et de leurs compétences légales cumulées pour enquêter et appuyer les poursuites.

Un regard sur ces convergences peut également permettre d'identifier les points-clés des réseaux criminels, qui peuvent constituer des points de vulnérabilité. Cibler ces points des réseaux peut perturber de nombreuses activités criminelles simultanément, en incapacitant les réseaux, en désorganisant les relations de confiance et en augmentant le coût de fonctionnement. Comme cela a été démontré lorsque Viktor Bout et Monzer al-Kassar ont été traduits en justice – deux des courtiers en

armes les plus puissants des dernières décennies – le remplacement de services essentiels à l’extérieur d’un réseau est possible mais coûteux en matière de temps et d’argent, et « dans aucun de ces cas la capacité à offrir quelque chose de similaire aux services complets proposés par ces deux super médiateurs n’a émergé » (Farah 2013).

Lorsque la convergence prend la forme de la poly-criminalité, les forces de l’ordre et les unités de renseignements financiers peuvent exploiter les vulnérabilités d’un groupe criminel sur l’un de ses marchés. Comme cela a été expliqué par Keatinge, « Le modus [sic] operandi du trafic d’animaux sauvages (IWT) est beaucoup plus simple que ceux d’autres menaces (perçues comme étant « à plus haut risque ») telles que les narcotiques... l’IWT représente un ventre mou qui peut être utilisé par les forces de l’ordre dans leur réponse envers les groupes criminels organisés qui sont impliqués dans une multiplicité d’activités menaçantes » (Keatinge 2019). De plus, lorsque la volonté politique ou les outils de lutte contre la criminalité sont différents suivant les marchés, les responsables politiques peuvent profiter des meilleurs outils et d’une plus grande implication pour lutter contre une forme de criminalité qui facilitera la lutte contre les autres activités criminelles du groupe.

Dans la mesure où les interventions auront probablement un impact sur plusieurs marchés criminels, elles peuvent également être plus efficaces si elles sont conçues et mises en œuvre avec un regard plus large sur leurs convergences. La planification de la lutte anticorruption, par exemple, peut avoir un impact plus large lorsque les préoccupations de ceux qui sont affectés par des marchés criminels multiples sont prises en compte, et que leur implication est recherchée.

La convergence des activités illicites et licites souligne l’importance d’autres types d’interventions, comme des amendes pour les médiateurs des activités criminelles (par exemple les banques, les cabinets comptables et les avocats), du renforcement de la loi sur la transparence financière et la diligence requise des banques, une amélioration des liens entre les banques et les autorités de régulation, ainsi que l’amélioration de la surveillance des processus d’autorisation et de certification sur les marchés soumis à régulation.

En dépit de ces nombreux avantages, un regard sur ces convergences peut ou non améliorer la volonté politique de lutter contre le crime organisé. Bien que le fait d’identifier les liens entre les activités criminelles et leur impact plus large puisse donner plus d’importance à cette question, les responsables politiques et leurs administrés peuvent aussi préférer traiter les questions plus discrètes — telles que les médicaments contrefaits ou le commerce illicite des animaux sauvages — plutôt que d’affronter le crime organisé dans sa totalité. Et même, dans certains cas, ils peuvent démontrer un intérêt actif à ne *pas* traiter certains aspects du crime organisé. Contrer simultanément les multiples facettes du crime organisé peut entraver une multitude de relations de corruption, ce qui a pour conséquence un plus grand risque politique.

De plus, mettre l’accent sur la convergence et cibler les points d’intersection ne doit pas avoir la priorité sur le traitement des problèmes criminels les plus urgents dans un pays (si ceux-ci sont différents). Par exemple, le ciblage de l’intersection entre le trafic de drogue et celui des êtres humains peut attirer l’attention sur les trafics sexuels dans un pays où c’est le trafic de main d’œuvre qui est la forme la plus pernicieuse. Les professionnels doivent faire très attention à ce problème potentiel, et ne pas simplement cibler les points de convergence.

Enfin, le regard sur les convergences peut aussi mettre à rude épreuve les systèmes judiciaires, puisqu'il accroît la complexité des procédures judiciaires et des jugements des crimes. Les acteurs de la justice criminelle des pays concernés peuvent manquer de l'expertise nécessaire à l'investigation de certains aspects de l'activité criminelle, tels que la juricomptabilité, faire face à des questions de compétence lorsque de multiples organismes ou lois sont impliqués, ou rencontrer des difficultés concernant l'extradition ou d'autres aspects techniques des crimes internationaux. Adopter un regard sur les convergences peut par conséquent nécessiter une aide pour ce type de problème.

Conclusion

Les marchés criminels peuvent converger lorsqu'un groupe organisé exploite des secteurs illicites multiples, ou achète des biens ou des services illicites à un autre groupe criminel. Les marchés criminels peuvent également converger avec les marchés licites lorsqu'un groupe criminel organisé cherche à cacher ses activités par des sociétés-écran, ou acquiert des services d'audit, de banque ou juridiques pour accompagner ses activités criminelles. Les états disposant de bonnes infrastructures et de marchés développés mais dotés d'institutions plus faibles ont des risques accrus de servir de plaque tournante de l'économie illicite mondiale.

Un regard sur ces convergences peut améliorer les politiques et la programmation de la riposte envers le crime organisé, en clarifiant la portée des accords de corruption entre les marchés, les zones et les secteurs gouvernementaux, afin de mieux informer les interventions, en identifiant et en contribuant à exploiter les principaux points de vulnérabilité des réseaux poly-criminels, en projetant les outils et l'implication utilisés pour la lutte contre un marché criminel sur le combat contre les autres marchés criminels, en galvanisant la volonté politique de l'ensemble des intervenants, et en mettant en lumière les interventions concernant les activités licites.

Cependant, les professionnels doivent évaluer la portée d'un regard sur ces convergences afin de ne pas saper la volonté politique de lutter contre le crime organisé, de ne pas détourner l'attention de problèmes criminels plus urgents, ou de ne pas mettre à rude épreuve les capacités des acteurs de la justice – et, si cela devait être le cas, ils doivent prendre des mesures pour réduire ces risques.

Références

Duncan Deville. 2013. « The Illicit Supply Chain » (La chaîne d'approvisionnement illicite), dans *Convergence: Illicit Networks and National Security in the Age of Globalization* (Convergence : les réseaux illicites et la sécurité nationale à l'époque de la mondialisation), édité par Michael Miklaucic et Jacqueline Brewer, Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies. Washington, DC: National Defense University Press.

ENACT. 2019. *Organised Crime Index Africa 2019* (Indice du crime organisé en Afrique 2019). Genève : Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Europol. 2017. « European Union Serious and Organised Crime Threat Assessment: Crime in the Age of Technology » (Évaluation de l'Union européenne concernant les menaces posées par la criminalité grave et organisée : le crime à l'ère de la technologie). La Haye : Europol.

Douglas Farah. 2013. « Fixers, Super Fixers, and Shadow Facilitators: How Networks Connect » (Fixers, super fixers et intervenants de l'ombre : comment les réseaux communiquent). dans *Convergence: Illicit*

Networks and National Security in the Age of Globalization (Convergence : les réseaux illicites et la sécurité nationale à l'époque de la mondialisation), édité par Michael Miklaucic et Jacqueline Brewer, Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies. Washington, DC: National Defense University Press.

Douglas Farah et Kathryn Babineau. 2019. « A Strategic Overview of Latin America: Identifying New Convergence Centers, Forgotten Territories, and Vital Hubs for Transnational Organized Crime » (Vue d'ensemble stratégique de l'Amérique latine : identifier les nouveaux centres de convergence, les territoires oubliés et les plaques tournantes de la criminalité transnationale organisée). *Strategic Perspectives* N° 28, Institute for National Strategic Studies. Washington, DC: National Defense University Press.

Vanda Felbab-Brown. 2017. *The Extinction Market: Wildlife Trafficking and How to Counter It* (Le marché de l'extinction : le trafic des animaux sauvages et comment le combattre). New York : Oxford University Press.

Simone Haysom. 2018. « Where Crime Compounds Conflict: Understanding Northern Mozambique's Vulnerabilities » (Quand la criminalité aggrave les conflits : comprendre les vulnérabilités du nord du Mozambique). Genève : Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Simone Haysom, Peter Gastrow et Mark Shaw. 2018. « The Heroin Coast: A Political Economy along the Eastern African Seaboard » (La côte de l'héroïne : une économie politique suivant le littoral de l'Afrique orientale). ENACT Research Paper 4.

Tom Keatinge. 2019. « Money Laundering and the Illegal Wildlife Trade: Financial Action at Last? » (Le blanchissement d'argent et le commerce illégal des animaux sauvages : enfin une action financière ?). Commentaire, 28 août, Centre for Financial Crime and Security Studies, AML/CTF, Crime organisé. <https://rusi.org/commentary/money-laundering-and-illegal-wildlife-trade-financial-action-last>

Patrick Radden Keefe. 2013. « The Geography of Badness: Mapping the Hubs of the Illicit Global Economy » (La géographie du mal : modéliser les plaques tournantes de l'économie illicite mondiale). dans *Convergence: Illicit Networks and National Security in the Age of Globalization* (Convergence : les réseaux illicites et la sécurité nationale à l'époque de la mondialisation), édité par Michael Miklaucic et Jacqueline Brewer, Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies. Washington, DC: National Defense University Press.

OCDE. 2016. *Illicit Trade: Converging Criminal Networks* (Le commerce illicite : convergence des réseaux criminels). OCDE Reviews of Risk Management Policies (Examen des politiques de gestion des risques). Paris : Éditions OCDE.

David Pegg. 2016. « Panama Papers: Europol Links 3,500 Names to Suspected Criminals » (Les Panama Papers : Europol relie 3500 noms à des suspects d'activités criminelles). *The Guardian*, 30 novembre 2016. <https://www.theguardian.com/news/2016/dec/01/panama-papers-europol-links-3500-names-to-suspected-criminals>

U.S. Government Accountability Office. 2016. « Firearms Trafficking: U.S. Efforts to Combat Firearms Trafficking to Mexico Have Improved, but Some Collaboration Challenges Remain » (Le trafic des armes à feu : la lutte des États-Unis contre le trafic vers le Mexique a porté ses fruits, mais certains défis posés

par la collaboration restent). Rapport aux requérants du Congrès. Washington, DC: United States Government Accountability Office.